

8 octobre 2020

Elections des administrateurs salariés de l'ONERA

Liste parrainée par la CGT

Des administrateurs engagés pour les salariés

Le Contrat d'Objectifs et de Performance 2017-2021 (COP) touche à sa fin dans un contexte d'incertitudes sur l'avenir de la filière aérospatiale française qui se trouve très fragilisée par la crise sanitaire. Les comptes de l'ONERA sont revenus à l'équilibre au prix de vos efforts et malgré une situation sociale fortement dégradée : diminution des effectifs, stagnation des salaires, augmentation des Risques Psycho-Sociaux et des démissions. A l'aube du prochain COP, vos administrateurs CGT continueront à faire entendre votre voix au sein du Conseil, comme ils n'ont eu de cesse de le faire au cours des mandats précédents.

Le Conseil d'Administration est la plus haute instance de gouvernance de l'ONERA. Il délibère sur toute décision relative aux grandes orientations stratégiques, économiques, financières ou technologiques de l'Office. Sont obligatoirement soumis chaque année à son approbation : le budget annuel de l'année N+1, le compte financier de l'année N-1, le programme d'études et de recherches, les projets de création, de transfert ou de fermeture d'établissements, les cessions de patrimoine, les concessions de licence sur les brevets...

Depuis l'application de la loi n°83-675 de 1983 relative à la démocratisation du secteur public, un tiers des administrateurs de l'ONERA sont des représentants des salariés, les seuls administrateurs à être élus. Le Conseil d'Administration compte aujourd'hui 21 membres : 7 représentants de l'Etat et 7 personnalités du domaine aérospatial, nommés par décret du ministre des Armées ; et 7 représentants du personnel. La durée du mandat de tous les membres est de cinq ans, renouvelable deux fois.

Des administrateurs salariés : pour quoi faire ?

Comment les administrateurs élus CGT conçoivent-ils leur rôle ? Comme celui de porte-voix des salariés, dans une instance où les critères sociaux et humains peuvent facilement disparaître derrière les chiffres et les choix politiques. Notre objectif est de faire remonter votre vécu, restituer la réalité de vos conditions de travail, relayer vos attentes, défendre vos intérêts, vous remettre au cœur des grandes décisions stratégiques. Les administrateurs salariés doivent être engagés, forces de proposition, indépendants vis-à-vis de la Direction, déterminés et courageux, même lorsque cela signifie être « seuls contre tous », comme nous l'avons parfois été au cours du mandat qui vient de s'écouler.

Nouveauté pour cette élection 2020 : les listes se doivent de respecter la parité hommes/femmes, conformément à la loi. Une parité qui a toujours été effective pour nous, puisque les élus CGT au Conseil d'Administration ont toujours été deux, à chaque fois une femme et un homme.

Mandat 2015-2020 : notre bilan

✓ Représenter et défendre le personnel, « quoi qu'il en coûte »

C'est pour nous la raison d'être des administrateurs salariés. Nous n'avons eu de cesse, à chaque Conseil, de souligner que les résultats comptables de l'ONERA étaient avant tout le résultat de la motivation du personnel et de ses efforts, et de demander à ce que ceux-ci soient reconnus et récompensés. Et ce, en toute indépendance. En soutien de la Direction, lorsque le Président souligne les tensions RH et la nécessité d'accroître les effectifs et l'attractivité de l'ONERA par une augmentation salariale. Mais en opposition lorsque la Direction exige que nous renoncions au préalable à la 6^{ème} semaine de congés payés de Noël, obtenue par négociation en 1982 et ce alors qu'en euros constants, les salaires n'ont jamais cessé de diminuer depuis 1990 à l'ONERA!

Au cours du mandat, nous avons émis des alertes récurrentes sur la montée des RPS et la dégradation des conditions de travail à l'ONERA, induites par le COP et l'organisation interne. **Nous avons été les seuls administrateurs salariés** à déplorer auprès des autres administrateurs, avec insistance et à de nombreuses reprises, la situation spécifique des techniciens à l'ONERA, pour lesquels il existe une véritable insuffisance de rémunération et dont les effectifs ont chuté de manière constante et préoccupante.

Nous avons vivement protesté, **et là encore nous avons été les seuls administrateurs salariés à le faire**, contre la décision d'annuler dans les comptes 2016 une provision de 2,1 M€, comptabilisée depuis 2008 en « charge de personnel à payer ». Cette provision était la conséquence d'un accord sur l'intéressement n'ayant pas abouti à l'époque. Même si la CGT privilégie l'augmentation salariale à l'intéressement, il était essentiel de conserver cette ligne comptable fléchée vers le personnel ! Il aurait été pour nous inconcevable, en tant que représentants du personnel, de ne pas s'opposer à sa suppression. N'aurait-elle pas pu par exemple être utilisée pour abonder l'accord d'intéressement proposé aujourd'hui par la Direction ? Cette suppression aura en tous cas permis d'augmenter le résultat comptable 2016 de 2,1 M€...sans l'approbation des administrateurs CGT, les seuls à voter contre l'approbation des comptes 2016 en signe de désaccord et de protestation.

En 2019, lors des délibérations sur le projet de cession du terrain de Divonne-les-Bains, les administrateurs CGT ont été à l'initiative de la demande de réaffectation du produit de la vente de ce patrimoine social de l'ONERA à la création de nouvelles infrastructures ou d'aménagements à usage social, notamment à Palaiseau dans le cadre du regroupement du personnel dans ce centre (projet PRISME). Pas de réponse de la Direction pour l'instant...

✓ Agir auprès des acteurs politiques, institutionnels et industriels

En début de mandat, la situation de l'ONERA était particulièrement critique, tant sur le plan économique que sur son positionnement stratégique et ses relations avec ses interlocuteurs étatiques, institutionnels et industriels. Nous avons donc soutenu l'action du nouveau Président pour défendre l'ONERA auprès d'eux. En action intersyndicale avec les autres administrateurs élus, nous avons demandé et obtenu des rendez-vous auprès de plusieurs sénateurs de la Commission des Affaires étrangères et Défense, de la DGA, de la DGAC et du GIFAS. Nous avons réclamé la hausse d'une subvention étatique qui ne cessait de diminuer, largement sous-dimensionnée dans un contexte de forte concurrence, notamment vis-à-vis du DLR allemand. Nous leur avons soumis le besoin d'une stratégie nationale sur la recherche aérospatiale. Nous avons transmis à l'ensemble des administrateurs, aux 17 membres de l'Office Parlementaire d'Évaluation des Choix Scientifiques et Technologiques du Sénat et aux 55 membres de la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, le livret CGT ONERA réalisé en mai 2016, que nous avons aussi diffusé aux salariés (<http://onera.reference-syndicale.fr/2016/06/01/livret-cgt-onera/>).

✓ Une opposition totale au COP 2017-2021

Dès sa première présentation au Conseil, nous avons alerté sur l'incohérence et les dangers d'un COP visant à faire plus avec moins, au prix d'une perte d'attractivité salariale de l'ONERA et d'une montée croissante de la pression sur le personnel et des RPS. Services, unités de recherches, équipes GMT à Modane : la situation est aujourd'hui critique au sein de plusieurs équipes. Nous avons donc voté contre le mandat donné au Président de l'ONERA de signer ce COP. Nous avons également voté contre l'ensemble des budgets annuels, tous construits dans la logique du COP.

✓ **La volonté d'une stratégie scientifique à l'ONERA**

Au cours de ce mandat, l'ONERA s'est doté d'un vrai Plan Stratégique Scientifique. Nous l'avons demandé depuis longtemps au cours des mandats précédents et avons donc salué cette avancée, tout en regrettant en Conseil que la Direction n'ait pas suffisamment impliqué le personnel lors de son élaboration. Nous avons soutenu et approuvé, en 2015, la convention d'association renforcée de l'ONERA avec la COMUE de Toulouse (Université fédérale de Toulouse Midi-Pyrénées). Les administrateurs CGT ont été les seuls à avoir demandé et obtenu du Président qu'un débat sur la stratégie de l'ONERA pour les grands codes de calcul soit mis à l'ordre du jour du Conseil du 15 mars 2018.

✓ **Défendre des financements exceptionnels pour les grandes souffleries**

Après de longues tergiversations, l'Etat a fini par accorder à l'ONERA des crédits exceptionnels pour financer les travaux indispensables de renforcement de la soufflerie S1 de Modane. Mais la majeure partie du plan d'investissement ATP, demandé à juste titre par l'ONERA à l'Etat pour ces installations stratégiques, aura finalement été financée par un emprunt, à la charge de l'ONERA, de 47 M€ auprès de la Banque Européenne d'Investissement. A la différence d'autres administrateurs salariés, nous n'avons pas accueilli favorablement ce mode de financement mais avons au contraire réitéré aux administrateurs étatiques notre demande de crédits supplémentaires pour cette opération de rattrapage d'années de sous-investissement, faute de moyens. Cet emprunt coûtera à l'ONERA 2 M€/an pendant 20 ans, et risque d'obérer les investissements de renouvellement d'équipements sur cette période. Ce recours à l'emprunt massif est une première dans l'histoire de l'ONERA, qui n'est pour nous pas acceptable pour un EPIC aussi stratégique que le nôtre !

✓ **Défendre des financements exceptionnels pour le regroupement immobilier IdF**

La construction de nouveaux bâtiments est indispensable pour pallier la vétusté de certains bâtiments à Châtillon et à Meudon. Toutefois, le projet immobilier PRISME en IdF est loin de nous satisfaire car il entérine une réduction de format dictée par la logique financière du COP, en renonçant définitivement au scénario consistant à conserver et à développer le site de Meudon, qui avait été proposé par l'ONERA en 2011, avant d'être rejeté par l'Etat. Pour la CGT, le rôle des administrateurs salariés n'est pas d'avaliser les réductions de format décidées par l'Etat. Les capacités foncières de l'ONERA en Île-de-France seront a minima réduites d'un tiers, ce qui contraindra d'éventuelles perspectives de développement futur en Île-de-France et une partie des installations actuelles de Meudon ne sera pas conservée. Nous avons été les seuls administrateurs salariés à alerter en Conseil sur le danger pour l'ONERA de supporter un emprunt très lourd, solution de financement proposée initialement par la Direction ! Nous avons continué d'opposer à cette solution une demande de crédits budgétaires exceptionnels... Avec clairvoyance semble-t-il, puisque l'Etat a fini par satisfaire cette demande !

Et demain? Trois axes prioritaires, dans une période incertaine

Représenter et défendre le personnel, « quoi qu'il en coûte » !

Les administrateurs CGT continueront au sein du Conseil à défendre les salariés de l'ONERA, pour obtenir des effectifs supplémentaires et des rémunérations au niveau de celles de la filière aérospatiale française pour toutes les catégories de personnel, refuser les statuts précaires, améliorer les conditions de travail, combattre les risques psycho-sociaux et les régressions sociales. A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas encore si la Direction de l'ONERA aura réussi à reprendre aux salariés la semaine de congés payés de Noël (6^{ème} semaine). La CGT s'est très clairement positionnée pour ne pas céder au chantage de la Direction. Nous serons extrêmement vigilants, en cas de perte de cette semaine, à ce que la carotte salariale 2020 ne soit pas grignotée par des augmentations réduites sur les prochaines années, au motif de la crise économique, car nous aurions alors au final perdu cette semaine sans compensation. Nous continuerons d'exiger la mesure du temps de travail, pour permettre une juste compensation des heures supplémentaires.

Nous engager pour le contenu du futur COP

Le futur COP devra être un contrat de développement de l'ONERA et non plus un contrat de réduction de format. Confronté à la crise économique actuelle, qui affecte particulièrement la filière aéronautique, l'Etat a plus que jamais besoin des compétences de l'ONERA, pour notamment intégrer la composante environnementale dans l'avion du futur. Nous continuerons à défendre une augmentation de la subvention de l'ONERA, pour lui permettre de réaliser des travaux de préparation du futur, prospectifs et indépendants. Nous demanderons un budget pluriannuel des dépenses d'investissement, afin de garantir que les grandes opérations d'investissement décidées lors du précédent mandat (PRISME, grandes souffleries) ne se traduisent pas par des réductions futures sur les investissements annuels, que ce soit dans les grandes souffleries ou dans les départements. Nous interpellons sur ce programme les acteurs politiques, institutionnels et industriels, en privilégiant l'action intersyndicale, comme lors du précédent mandat. Le futur COP devra aussi réparer les effets dévastateurs du précédent COP pour les salariés de l'ONERA. Nous demanderons la mise en place d'un plan pluriannuel d'augmentation d'effectifs et de revalorisation salariale, afin de redonner à l'ONERA l'attractivité qu'il a perdu ces dernières années. Nous nous opposerons à toute programmation de hausse du temps de travail.

Regroupement immobilier IdF : suivre avec vigilance le projet PRISME

Nous continuerons à demander le transfert à Palaiseau de la soufflerie R2 de Meudon, dont le financement reste aujourd'hui à trouver. Nous serons vigilants à ce que la voilure du projet actuel ne soit pas réduite, notamment en cas de dépassement des coûts initialement budgétés. Nous veillerons à ce que la mise en œuvre du projet ne soit pas source de risques psycho-sociaux. Elle devra être concertée avec les départements, afin d'être compatible avec les activités des équipes de recherche, sans leur générer de surcharge de travail.

Dans la crise économique qui s'amorce, vous aurez besoin d'élus déterminés à vos côtés pour défendre votre avenir et vos conditions de travail, et porter vos attentes au sein du Conseil d'Administration.

En choisissant la liste CGT, vous voterez pour :

- **défendre les missions et statuts de recherche publique de l'ONERA**
- **défendre des moyens matériels et humains pour notre recherche**
- **exiger le respect du personnel et la reconnaissance de son travail**

*En raison de la crise sanitaire, la Direction a décidé de recourir au vote par correspondance, en adressant au moins **8 jours avant le 8 octobre**, les bulletins de vote que vous pourrez envoyer par La Poste ou remettre sous double-enveloppe contre émargement auprès des Directions de vos centres respectifs.*

POUR LE 8 OCTOBRE, VOTEZ POUR LA LISTE CGT !

1- Jean-Michel Melkonian	DPHY - Palaiseau
2- Marie-Claire Mérienne	DAAA - Meudon
3- Philippe Egert	DAEF - Palaiseau
4- Amélie Masca	DCMP - Toulouse
5- Charles Erades	DMAS - Châtillon
6- Caroline Lim	DOTA - Châtillon
7- Sébastien Grison	DMPE – Fauga-Mauzac
8- Cornélia Irimiea	DMPE - Palaiseau
9- Bernard Tanguy	DOTA - Toulouse
10- Nelly Dorval	DPHY - Palaiseau
11- Arnaud Ristori	DMPE - Palaiseau

<http://onera.reference-syndicale.fr/>

